

ADRIAN DELLECKER

Chercheur à l'IFRI

Bernard Ghetta, qui a présidé la table ronde, a ouvert le débat en indiquant que, au sujet de la Russie « il y a beaucoup de questions et peu de réponses » et que, par dessus tout, « la Russie fait peur ». Afin d'orienter le débat, en tant que modérateur, Bernard Ghetta a proposé cinq grandes questions :

1. Devons-nous considérer que Poutine et Medvedev sont identiques, et sinon, quelles sont leurs différences, par exemple entre une faction « siloviki » et une faction « libérale » ?
2. Que pourrait être un accord de partenariat avec l'UE ou avec l'Ukraine ?
3. Pourquoi l'élargissement de l'OTAN à la Géorgie et l'Ukraine est-il si inacceptable pour la Russie ? et pourquoi est-ce si important pour les Etats-Unis ?
4. La Russie est-elle sur le chemin du pluralisme et de la démocratie ?
5. La Russie fait-elle partie de la civilisation européenne ?

Impartial et universitaire, Thomas Gomart a tenté d'apporter de nouveaux éléments au débat dans un effort évident de dépasser la rhétorique habituelle des deux bords. À cette fin, Thomas Gomart a proposé de clarifier deux points : (1) que veut la Russie ? et (2) qu'attend l'Occident de la Russie ? Afin d'aller au-delà des clichés habituels, Thomas Gomart a commencé par souligner les erreurs récurrentes du dialogue Occident-Russie : « Pour les Russes, la Russie est une puissance ou rien » ; « en Russie, pouvoir et guerre sont très liés » et, depuis les événements de Beslan, « pour la Russie, la guerre internationale contre le terrorisme est justifiée » ; en Occident, nous devons apprendre que « la Russie n'est pas la Norvège », et si c'est ce que l'Occident attend « laissons tomber ». Alors, pour comprendre la Russie, chacun doit commencer par se remettre en question et reconsidérer sa perception des choses.

Que veut la Russie ? Pour Thomas Gomart, la Russie veut « la normalité et la considération », tandis que l'élite veut « des affaires et de l'argent ». Pendant ce temps, il reste encore « une très forte composante militaire » dans la prise de décision nationale et la politique étrangère. Il y a eu néanmoins un « profond changement dans la société russe » avec un « renouvellement de l'élite politique » ; « la Russie est beaucoup plus en mesure de modifier son environnement en 2008 qu'en 2000 ».

Qu'attend l'Occident de la Russie ? Même s'il est clair désormais que « l'Occident » (c'est-à-dire les États-Unis et l'UE) n'a pas une perception univoque de la Russie, il n'est « absolument pas possible » que la Russie se comporte un jour comme la Norvège, en d'autres termes, l'Occident doit savoir ce qu'il attend de la Russie sachant qu'elle est et restera une puissance mondiale. Cela implique que nous repensions notre influence : « Nous aimerions avoir une Russie démocratique, ou au moins être en mesure de l'influencer dans ce sens », mais « ceci est une erreur », car la Russie veut, et sans doute a besoin de s'opposer à l'Occident pour exister. Ironiquement, Poutine et Medvedev sont probablement « les plus occidentaux dans le spectre politique russe à l'heure actuelle ».

Sur l'énergie : « C'est une erreur d'assimiler l'énergie russe et la politique étrangère : la politique énergétique russe est en fait seulement une composante de la politique étrangère russe ». Cette politique est en réalité très complexe et apparemment incohérente : la Russie veut apparaître comme un fournisseur fiable, tout en alimentant un sentiment d'incertitude chez ses partenaires. La clé, pour les partenaires de la Russie, c'est de garder à l'esprit qu'il est facile de « se tromper quand on parle du véritable potentiel de la Russie ».

Pour Marshall Goldman, la Russie d'aujourd'hui « est dans une situation ironique ». Alors que l'isolement de l'URSS par Staline a conduit à « une croissance très impressionnante », la récente « poussée de croissance du PIB » est essentiellement due à l'augmentation mondiale de la demande d'énergie : « Les revenus pétroliers ont fait la différence ». « Staline serait passé pour un génie », s'il était entré au Kremlin quand Poutine l'a fait.

De nombreux signes témoignent de la puissance de la Russie dans le secteur de l'énergie : Gazprom est rapidement devenue la troisième compagnie du monde en termes de capitalisation boursière, et M. Poutine a récemment déclaré que Moscou doit devenir un centre financier, et le rouble une monnaie de réserve. Marshall Goldman « s'inquiète » du fait que la montée en puissance de la Russie se soit produite alors que la dépendance de l'Europe au gaz naturel russe a augmenté, et que politiquement le processus de « verrouillage de l'Europe » s'est déjà produit : « il faut être aveugle pour ne pas le voir ». Pour Marshall Goldman, « L'affirmation que la Russie a besoin de l'Europe autant que l'Europe a besoin de la Russie n'est pas vraie, en effet, « vers qui l'Europe va-t-elle se tourner » pour obtenir le gaz dont elle a besoin ? Le GNL (gaz naturel liquéfié) ne peut pas remplacer les gazoducs « du jour au lendemain » et les contrats de GNL sont de toutes façons établis à long terme car les infrastructures sont très coûteuses à construire.

Tout cela est précisément le résultat de l'abandon de l'isolement staliniste et de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale. La crise actuelle confirme cette intégration : « Quand les actions baissent aux USA, les actions baissent en Russie ». Ainsi « la deuxième génération des oligarchies » de Poutine (celle qui a remplacé la première après la purge de Poutine) « sont en train de perdre leur argent » ; Gazprom, par exemple, a reculé à la huitième place en termes de capitalisation boursière et il recule encore. Rosneft est également concerné, avec un prêt à court terme de 2,5 milliards de dollars dont ils redoutent le remboursement.

En plus de lui avoir apporté la croissance, l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale signifie aussi que « si ces nouveaux dirigeants se conduisent mal, l'économie sera punie ». Mechel est le meilleur exemple de ce scénario, quand les menaces claires de Poutine adressées à la société ont provoqué une soudaine fuite des capitaux. Pour cette raison, Marshall Goldman voit des progrès en matière d'intégration de la Russie à l'économie mondiale.

Malgré cette intégration, Marshall Goldman dit être « préoccupé par la politique étrangère », notamment en ce qui concerne les relations USA-Russie, depuis que les présidents Poutine et Bush ont « établi un lien personnel » et que les deux ont une « relation exceptionnelle ». Si ces relations personnelles n'étaient pas si fortes, les relations bilatérales Russie-États-Unis « serait encore pires ». Avec les élections présidentielles aux États-Unis en novembre, Marshall Goldman avertit que cet « amortisseur » n'existera plus, ce qui nous annonce des années « très agitées ».

À propos du conflit Russie-Géorgie, Marshall Goldman en a proposé une lecture cynique : « Si vous vous apprêtez à envahir, ne le faites pas pendant l'élection présidentielle américaine », parce que cela conduit à des attaques politiques excessives.

Représentant la confiance en soi de plus en plus typique de la Russie, Sergei Karaganov est catégorique : « La Russie a changé sciemment les règles du jeu ». En plus de cela, il y a eu les prix opportunément élevés du pétrole et « l'arrogance des vainqueurs [d'après-guerre] » qui ont conduit à « l'affaiblissement des concurrents de la Russie ». En conséquence, « l'influence politique russe est montée en flèche » au cours des dernières années, « surtout aux yeux du public ».

Sergei Karaganov voit le conflit Russie-Géorgie, au travers de cette logique, et il est prévisible que cette vision soit très différente de celle de l'Occident : en raison de la résurgence de la Russie, le « peuple d'Occident a décidé de se défendre ». C'est malheureux pour lui, car « le précédent cycle d'autoritarisme [sous Poutine] a[vait] suivi son cours », mais « l'attaque géorgienne est venue perturber ce processus ». Alors que Sergei Karaganov ne croit pas que l'attaque ait été orchestrée par l'Amérique, la couverture médiatique du conflit l'a faite apparaître comme telle, s'arrangeant également pour faire apparaître que la contre-attaque russe était « préméditée » : « en dehors de la Russie personne n'a mentionné le bombardement de Tskhinvali par la Géorgie ». En cela, « l'Occident a commis un suicide politique », car personne ne lui fait plus confiance. Pourtant, la Russie a aussi perdu. Pas dans son soi-disant isolement (« ceci est une plaisanterie »), mais plutôt parce que « l'Europe est une partie de l'identité russe », et maintenant, « nous avons à faire valoir en public que nous avons besoin de relations amicales, de libéralisation et de démocratie – et en Russie ceci a été attaqué ». C'est « ce que nous avons perdu ».

Pour Sergei Karaganov, le conflit Russie-Géorgie est intimement lié à l'élargissement de l'OTAN : la Russie a « appris sa leçon » des élargissements précédents, qu'elle n'avait pas combattus, ce qui avait « aiguisé des appétits » pour aller plus loin. La « leçon » alors c'est que la Russie a besoin de combattre ces élargissements plus agressivement. La

contre-attaque de la Russie en Géorgie a au moins « montré que la Russie peut jouer brutalement » et que cela « inspirera le respect ».

Il y a deux raisons pour la Russie de s'opposer à l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN. Premièrement, l'histoire récente a montré que « l'entrée dans l'OTAN engendre la belligérance » ; deuxièmement, « à l'extérieur des États-Unis, personne n'a oublié le concept d'équilibre des puissances ». Ainsi, « si l'Ukraine adhère à l'OTAN, nous devons construire une véritable frontière » : la frontière Russie-Ukraine est maintenant « factice », importante seulement pour la « corruption des fonctionnaires des douanes ». De plus, une telle évolution (Ukraine dans l'OTAN et « nouvelle » frontière) créerait « le premier grand arc d'instabilité important en Europe » de toute évidence à éviter à tout prix. L'OTAN, par ailleurs, « n'est pas une alliance agressive », selon Sergei Karaganov : alors que la Pologne pourrait combattre, ni l'Allemagne ni la France n'entreront en guerre contre la Russie. L'OTAN n'est également « plus une alliance défensive », car « elle s'est engagée dans des opérations offensives, par exemple en Serbie ».

Naturellement, la Russie « est encore trop concentrée sur l'Europe et trop dépendante d'elle financièrement ; nous nous tournerons vers l'Asie ». Sergei Karaganov est également d'accord avec Marshall Goldman pour dire que l'Europe est beaucoup plus dépendante de la Russie que l'inverse : vous êtes un « crétin » si vous pensez le contraire. Néanmoins, « il serait insensé de s'engager dans une nouvelle guerre froide », parce que nous « avons besoin de coopération ». Les relations entre la Russie et les États-Unis « vont, sans doute souffrir ». En fait, « les relations avec les États-Unis sont bien pires que pendant la guerre froide ».

La présentation d'Anatoly Torkunov a porté sur un « projet pronostique » mené par plusieurs groupes d'experts des universités russes « de Vladivostok à Kaliningrad ». Le projet a examiné quatre scénarios possibles pour l'avenir de la Russie dans les domaines politique, social et économique à l'horizon 2020, afin de déterminer à la fois leur « désirabilité » et leur « réalisme ». Les résultats de l'étude reflètent « les défis spécifiques » pour le 21^e siècle, plutôt qu'une seule idée dominante. Anatoly Torkunov a détaillé ces scénarios, en mettant l'accent sur les extrêmes :

1. Le Kremlin Gambit : prévoit un monde avec une « croissance économique continue » et les pays du G7 restant les économies dominantes, mais la part des pays du BRIC dans le PIB mondial « a augmenté de façon spectaculaire », de plus la « diversité des régimes politiques du monde a augmenté » ; toujours en 2020 « l'écart entre les riches et les pauvres est en augmentation ». Il y a plus de conflits pour les ressources énergétiques, une « zone grise » en Afghanistan, en Iraq, en Afrique, au Moyen-Orient et dans le Caucase. La « dégradation des relations États-Unis-Russie et UE-Russie » n'a pas dégénéré en guerre, mais la Russie, toujours critiquée, « joue le rôle d'un centre international de pouvoir ». Les piliers de la puissance russe sont les ressources énergétiques, la modernisation militaire, basés sur l'intérêt national du pays. Le gouvernement contrôle également les règles du jeu en politique intérieure. « Le système de démocratie souveraine est dominé par le pouvoir exécutif » et « le Kremlin contrôle le secteur de l'énergie ». « L'opposition politique n'a pas les moyens d'un soutien social ». La « principale priorité du gouvernement est la modernisation rapide des industries stratégiques ».

2. La forteresse Russie : l'intégration mondiale est chaotique, et « une nouvelle course aux armements a commencé » avec la prolifération d'armes de destruction massive. La Russie est « entourée d'ennemis ». Les États-Unis et l'UE ont décidé que « la Russie est perdue » et sont revenus à une politique d'endiguement. « L'Ukraine et la Géorgie ont rejoint l'OTAN » et les armes de destruction massive sont déployées à proximité des frontières russes. Une « vraie union de la Russie et de la Biélorussie a pris forme ». Et il y a une « lutte de pouvoir » pour les ressources. « Tous cela a bloqué la croissance de l'économie russe. »

3. La mosaïque russe : dans ce nouveau système international, « la Russie suit les règles qu'elle doit accepter ». La Russie a des flux d'investissement significatifs, et « le problème de la fuite des capitaux et des cerveaux est résolu ». Des régions russes deviennent plus indépendantes, développant de plus en plus leur propre politique. « la réglementation de l'économie n'est plus d'actualité ». La Russie devient « de plus en plus une sorte de mosaïque ».

4. Nouveau rêve : en 2020 la croissance de la Russie « est alimentée par les hautes technologies ». Après la réforme réussie de l'ONU, « le facteur puissance n'est plus le facteur décisif dans les relations internationales ». La Russie est un « membre à part entière » de la communauté internationale, et c'est l'ONU et non de l'OTAN, qui définit les règles du jeu. Les frontières russes sont « plus ou moins stables », avec une influence partagée entre plusieurs acteurs. La

Russie peut ainsi se concentrer sur sa modernisation interne, avec « une nouvelle génération de leaders politiques » qui ne se souviennent pas du « pouvoir soviétique » et « n'ont rien à voir avec la corruption et les troubles des années 1990 ». Ces nouveaux politiciens sont soutenus par la majorité de la population. Cependant, l'écart entre les riches et les pauvres demeure. « Les gens doivent payer pour leurs soins de santé et leur éducation » et les organismes sociaux sont privés « mais fonctionnent correctement ».

Avec l'aide de groupes de réflexion (issus à la fois de partisans du gouvernement actuel et de l'opposition), l'étude a ensuite tenté de déterminer quel scénario était le plus probable et lequel était le plus souhaitable. Les résultats ont été :

- Les scénarios les plus réalistes, dans l'ordre : Gambit Kremlin, la mosaïque russe, et la forteresse Russie, avec le nouveau rêve étant « plutôt irréaliste »;
- Le plus souhaitable, dans l'ordre : Nouveau rêve, Gambit Kremlin, forteresse Russie, Russie, mosaïque.

Lorsque Bernard Ghetta a demandé à Anatoly Torkunov de donner son propre avis, il s'est fait l'écho de la population : « Bien sûr, je souhaite le Nouveau rêve, mais je crois au Kremlin Gambit pour le moment – franchement, mais en 2020, le scénario du Nouveau rêve deviendra de plus en plus réaliste. « Cette remarque fait écho à la fatalité de l'histoire russe ».

Flèches du Parthe :

Initialement centré sur l'Iran en raison d'un commentaire fait par un observateur iranien qui avait dit qu'une alliance stratégique entre la Russie et l'Iran était « hors de question », le débat a rapidement tourné autour des deux questions clés de la journée : l'énergie et l'OTAN.

Sergei Karaganov a ouvert le débat, répondant à l'observateur iranien qu'il « était tout à fait d'accord » sur le fait que les Américains ont été « stupides de ne pas conclure un large accord avec l'Iran », insinuant que la Russie ne faisait que profiter de cette situation et qu'elle n'était pas responsable de l'avoir encouragé : « la stupidité des concurrents paye ». Néanmoins, en ce qui concerne l'énergie, Sergei Karaganov est sans équivoque : « Nous avons parfaitement joué le jeu du gaz, j'en suis fier ». Comme c'est souvent le cas, la question de la technologie d'extraction a été soulevée, mais Sergei Karaganov a minimisé les besoins de technologie occidentale. Marshall Goldman a confirmé qu'indépendamment de ce qui se passait au niveau politique, sur le terrain, les sociétés occidentales étaient présentes en tant que sous-traitants (Schlumberger et Halliburton étant expressément mentionnés), et donc que la question de la dépendance technologique était erronée.

Bernard Ghetta a essayé de recentrer le débat sur les derniers développements : puisque la Russie détient un grand nombre de placements en dollars, « elle doit se demander » où cette crise va la mener ; puisque la plupart du commerce de la Russie se fait avec l'Occident, qu'elle utilise la technologie occidentale, et qu'elle a besoin de crédits occidentaux, « la Russie a-t-elle raison de lutter contre l'Occident ? » et « la crise actuelle va-t-elle modifier la position russe ? ».

Un diplomate français a essayé de répondre à ces questions. Pour lui, la crise actuelle est le produit de la « mondialisation à l'œuvre » et d'un « retour de la géopolitique », même s'il n'est toujours pas convaincu que la situation actuelle soit un « tournant » : « ce n'est pas une nouvelle guerre froide ». Sur l'élargissement de l'OTAN, ce diplomate a mis en garde de « ne pas dire oui à l'Ukraine seulement pour dire non à la Russie », réitérant la position franco-allemande sur le sujet. Essayant d'orienter la conversation loin de la mentalité de la somme nulle, du « qui est plus dépendante de qui », il a déclaré que « la question n'est pas de savoir qui est plus dépendant ». Nous savons que [la Russie n'a] pas d'alternative asiatique. Ce diplomate a également rapporté ce qui est souvent évoqué dans les cercles d'experts autour de la question de l'énergie et du gaz en particulier, et plus généralement du commerce : que la Russie prétend à un partenariat spécial avec les tigres asiatiques, ou encore avec les autres « pays du BRIC » (Brésil-Russie-Inde-Chine), qu'elle peut utiliser comme levier contre l'Occident – et en tant que substitut en cas de besoin – est une illusion politique qui n'est pas étayée par les faits, à savoir que la Russie dépend de l'Europe pour sa balance commerciale d'une manière telle qu'aucun autre pays ou groupe de pays pourrait prendre sa place dans un

avenir proche. « Ce qui est important », alors, au lieu d'un levier politique, « c'est de persévérer avec des mesures de confiance et des gestes de coopération ». Concrètement, cela pourrait signifier la conception « d'espaces adjacents » plutôt que « d'espaces communs ». « Ce qui est important est de reconstruire la confiance ». Le diplomate a conclu : « C'est le choix de la Russie, nous [Europe] avons fait le choix de l'entente ».

Pour Sergei Karaganov, le problème principal est clairement la perte par l'Amérique de son statut de seule superpuissance comme un fait accompli et les conséquences que cela a pour les relations Europe-Russie : « Les États-Unis ont cessé de jouer un rôle dans la défense de l'Europe, ils sont en train de tuer la PESD (politique européenne de sécurité et de défense) ». La situation actuelle n'est « pas un retour au 19^e siècle : nous revenons au 18^e siècle, et nous devrions penser à un nouveau Concert des nations ». Pour ce qui concerne les relations Occident-Russie, « il ne faut pas avoir un partenariat, mais une alliance ». Dans une telle configuration, les statuts de « l'Ukraine et la Géorgie n'ont pas d'importance ». Sergei Karaganov a martelé ce point : « Voulez-vous être une Venise, un musée ? » Sergei Karaganov a également noté que « la Russie est aujourd'hui au maximum de sa part dans le PNB mondial (2,5 % : nous aurions rêvé de cette crise plus tôt ».

Le président, Bernard Ghetta, conclue par une pensée courte mais très précise : « Nous avons la Russie que nous méritons, et vice-versa ».